

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1999 B 00567 Numéro SIREN : 428 240 287 Nom ou dénomination : CARREFOUR SUPPLY CHAIN
--

Ce dépôt a été enregistré le 06/09/2019 sous le numéro de dépôt 7233

Greffe du tribunal de commerce de CAEN



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 06/09/2019

Numéro de dépôt : 2019/7233

Déposant :

Nom/dénomination : CARREFOUR SUPPLY CHAIN

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 428 240 287

N° gestion : 1999 B 00567



CARREFOUR SUPPLY CHAIN

SAS au capital de 42.533.524 euros
Siège social : Mondeville (14120) – Z.I. Route de Paris
428 240 287 RCS Caen

DECISIONS DES ASSOCIES DU 28 JUIN 2019

AFFECTATION DU RESULTAT

TROISIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter la perte nette comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2018, soit – **39.846.374,49 euros**, au poste « Report à Nouveau », dont le solde débiteur est ainsi porté à – 61.180.289,54 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

POUR COPIE CONFORME





KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Carrefour Supply Chain S.A.S.
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

Carrefour Supply Chain S.A.S.

ZI route de Paris - 14120 Mondeville

Ce rapport contient 32 pages

Référence : CBD-192-042

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directorat et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417





KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Carrefour Supply Chain S.A.S.

Siège social : ZI route de Paris - 14120 Mondeville
Capital social : €. 42 533 524

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Associés de la société Carrefour Supply Chain,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Carrefour Supply Chain S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directorat et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 27 juin 2019

KPMG S.A.



Caroline Bruno-Diaz
Associée

COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2018

1.1. BILAN ACTIF

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	4 210 241	2 718 623	1 491 617	1 651 536
Autres immobilisations incorporelles	11 810 292	8 428 144	3 382 148	2 734 064
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 991 274	142 242	2 849 032	2 849 032
Constructions	128 112 200	69 482 762	58 629 437	53 203 243
Installations techniques, mat. et outillage	154 860 790	105 579 675	49 281 115	48 663 742
Autres immobilisations corporelles	23 074 542	18 974 550	4 099 992	4 878 411
Immobilisations en cours	32 460 047		32 460 047	7 839 224
Avances et acomptes	261 320		261 320	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 630 695		5 630 695	5 314 988
ACTIF IMMOBILISE	363 411 400	205 325 997	158 085 402	127 134 240
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 595		2 595	2 443
Avances, acomptes versés sur commandes	16 427		16 427	33 515
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	86 534 649	938 239	85 596 409	77 377 174
Autres créances	248 077 935	1 481 842	246 596 093	299 604 365
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	3 622		3 622	215 069
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	15 019 143		15 019 143	16 744 817
ACTIF CIRCULANT	349 654 370	2 420 082	347 234 288	393 977 382
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	713 065 770	207 746 079	505 319 691	521 111 623

4



1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2018	Exercice au 31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 42 533 524)	42 533 524	42 533 524
Primes d'émission, de fusion, d'apport	27 629 852	27 629 852
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	23 729	23 729
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)		
Report à nouveau	-21 333 915	-15 395 004
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-39 846 374	-5 938 911
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	18 729 773	14 882 581
CAPITAUX PROPRES	27 736 588	63 735 771
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	14 261 415	16 506 614
Provisions pour charges	95 734 469	77 857 513
PROVISIONS	109 995 884	94 364 127
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275 330	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	179 741 092	193 122 692
Dettes fiscales et sociales	153 573 961	152 058 283
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 221 563	8 336 674
Autres dettes	29 775 271	9 494 075
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	367 587 218	363 011 725
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	505 319 691	521 111 623

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2018	Exercice au 31/12/2017
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 632 826 47 5		1 632 826 475	1 560 256 880
Ventes de marchandises	144 526		144 526	185 171
Production vendue de biens	8 263 743		8 263 743	12 152 232
Production vendue de services	1 624 418 205		1 624 418 205	1 547 919 477
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			1 683 929 658	1 592 568 453
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			33 239 333	13 073 464
Autres produits			17 863 851	19 238 109
CHARGES D'EXPLOITATION			1 690 939 490	1 605 007 245
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			126 675	169 261
Variation de stock (marchandises)			-152	1 685
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 222 832 128	1 151 799 340
Impôts, taxes et versements assimilés			21 867 993	23 474 593
Salaires et traitements			256 087 799	248 232 599
Charges sociales			135 706 377	123 545 892
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			20 923 913	24 460 608
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			910 252	812 282
Dotations aux provisions			17 657 346	17 356 917
Autres charges			14 827 159	15 154 069
RESULTAT D'EXPLOITATION			-7 009 832	-12 438 792
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			119 559	82 678
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			119 323	82 674
Reprises sur provisions et transferts de charges			236	4
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			49	7 523
Dotations financières aux amortissements et provisions			49	7 523
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			119 510	75 155
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-6 890 322	-12 363 637

CARREFOUR SUPPLY CHAIN
Annexe comptable au 31/12/2018

PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 677 908	12 259 343
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 505	15 150
Produits exceptionnels sur opérations en capital	308 911	501 508
Reprises sur provisions et transferts de charges	11 364 492	11 742 685
CHARGES EXCEPTIONNELLES	54 556 753	17 754 730
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	22 148 182	8 559 781
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-3 880	957 240
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	32 412 451	8 237 710
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-42 878 846	-5 495 387
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	216 287	1 886 837
Impôts sur les bénéfices	-10 139 080	-13 806 951
TOTAL DES PRODUITS	1 695 727 125	1 604 910 474
TOTAL DES CHARGES	1 735 573 499	1 610 849 385
BENEFICE OU PERTE	-39 846 374	-5 938 911

7



ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Dans le cadre du plan de transformation initié par le Groupe Carrefour en janvier 2018, la société a mis en place sur l'exercice un Plan de départ volontaire. Les impacts de ce plan sont enregistrés dans le résultat exceptionnel et les coûts non encore engagés à la clôture de l'exercice ont fait l'objet d'une provision pour charges.

2.2. Evénements importants postérieurs à la clôture

NEANT

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03, n° 2015-06 et n° 2016-07.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Fiscalement, ils sont amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

9

A handwritten signature in black ink.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est examinée en fonction de critères fondés sur l'activité et la rentabilité. Dans tous les cas, une étude est faite pour déterminer la valeur des fonds, sur la base de cash-flows actualisés et une provision est constituée si la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

Les dotations aux provisions pour dépréciations comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : 0 euro.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 8 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 4 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs dont les perspectives de rentabilité future ne permettent plus de recouvrer leur valeur nette comptable font l'objet d'une dépréciation. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre la VNC de l'actif et sa valeur d'utilité estimée par actualisation de Flux de trésorerie futurs sur la durée d'utilité.

Les dotations aux provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : 0 euro.

10

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'D' or similar character.

- **Participations, autres titres immobilisés**

NEANT

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

NEANT

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à **58 784 099** euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **58 784 099** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **49 037 772** euros au titre des engagements de retraite ;
- **9 746 327** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuaire, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **1.60 %**
- Taux d'évolution des salaires : **2.05 %**
- Taux de charges sociales : **45 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- L'âge de départ à la retraite :
 - o Pour les cadres, à l'âge minimum légal de départ en retraite ;
 - o Pour les agents de maîtrise et employés : 61.5 ans pour ceux nés avant 1961 et 62 ans pour les autres.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi**

Dans la continuité des exercices précédents, et pour renforcer sa compétitivité, Carrefour a poursuivi sur l'exercice ses efforts en terme :

- d'investissements ;
- de recrutements, de formations de ses collaborateurs dans ses points de vente et fonctions de supports.

Le montant du crédit d'impôt Compétitivité Emploi pour l'exercice 2018 s'élève à **11 545 250** euros. Il est présenté au crédit de la ligne « impôt sur les bénéfices » dans le compte de résultat de la société.

- **Informations en matière de crédit-bail immobilier**

NEANT

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	4 210 241					4 210 241
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	10 595 020	1 572 806	171 500	186 035		11 810 292
TOTAL	14 805 260	1 572 806	171 500	186 035		16 020 532

14



4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	2 991 274					2 991 274
Constructions sur sol propre	43 574 945	1 477 791		2 250 610		42 802 126
Construction sur sol d'autrui	5 883 679					5 883 679
Instal générales, agencement	76 718 753	9 956 147		7 248 506		79 426 394
Installations, matériels	154 839 084	12 818 130	447 096	12 349 328		154 860 790
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	2 406 772	23 045		1 256 684		1 173 133
Matériel de bureau et informatique, mobilier	23 695 228	1 444 025		3 237 844		21 901 409
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	7 839 224	29 795 922	5 175 099			32 460 047
Avances et acomptes		261 320				261 320
TOTAL IMMOS CORPORELLES	317 948 960	55 776 380	5 622 195	26 342 972		341 760 173
Participations						
Autres immobilisations financières	5 314 988	768 153		452 447		5 630 695
TOTAL IMMOS FINANCIERES	5 314 988	768 153		452 447		5 630 695
TOTAL	323 263 948	56 544 533	5 622 195	26 795 419		347 390 868

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2018
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus						
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	10 418 068	913 043	185 935			11 145 175
TOTAL	10 418 068	913 043	185 935			11 145 175

15



4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2018
Terrains						
Constructions et agencements	72 230 794	6 323 347	9 814 719			68 739 422
Installations - Matériels	106 175 342	11 460 815	12 056 482			105 579 675
Autres Immos corporelles	21 223 589	2 226 711	4 475 751			18 974 550
TOTAL	199 629 725	20 010 874	26 346 951			193 293 647

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	169 267	169 267			169 267
Terrain					
Construction					
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation					
TOTAL	169 267	169 267			169 267

4.1.6. Stocks d'immobilisations

	Valeur brute au 31/12/2017	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur brute au 31/12/2018	Provisions	Valeur nette au 31/12/2018
TOTAL							

NEANT

4.1.7. Etat des échéances et des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2018	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	5 630 695	460 345	5 170 350
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 630 695	460 345	5 170 350
ACTIF CIRCULANT :	349 631 727	312 923 379	36 708 347
Créances clients	86 534 649	86 534 649	
Etat : impôts et taxes diverses	34 515 232	34 515 232	
Autres créances	213 562 703	176 854 355	36 708 347
Charges constatées d'avance	15 019 143	15 019 143	
TOTAL	355 262 422	313 383 724	41 878 697
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.8. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	4 313 863
Autres créances	2 711 316
Disponibilités	
TOTAL	7 025 179

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de **42 533 524** euros divisé en **42 533 524** actions de chacune **1** euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	42 533 524							42 533 524
Prime d'émission, fusions, Apport	27 629 852							27 629 852
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	23 729							23 729
Réserves réglementées								
Autres réserves								
Report à nouveau	-15 395 004				-5 938 911			-21 333 915
Résultat de l'exercice	-5 938 911		39 846 374		5 938 911			-39 846 374
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	14 882 581	7 642 460	3 795 268					18 729 773
TOTAL	63 735 771	7 642 460	43 641 643					27 736 588



4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2018
Provisions réglementées :	14 882 581	7 642 460	3 795 268		18 729 773
- Amortissements dérogatoires	14 882 581	7 642 460	3 795 268		18 729 773
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	94 364 127	42 427 385	26 795 628		109 995 884
- Provisions risque clients					
- Provisions risque fournisseur					
- Provisions risque personnel					
- Provisions risques litige contrats procès					
- Provisions autres risques					
- Provisions charges IDR	65 413 734	2 350 083	8 979 719		58 784 099
- Autres provisions pour charge	28 950 393	40 077 302	17 815 909		51 211 785
Provisions pour dépréciation :	3 977 783	912 389	1 582 916		3 307 256
- Sur immobilisations incorporelles	1 592				1 592
- Sur immobilisations corporelles	885 583				885 583
- Sur immobilisations financières					
- Sur stock					
- Sur actif circulant clients douteux	324 170	663 205	49 135		938 239
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	2 766 439	249 184	1 533 781		1 481 842
TOTAL	113 224 492	50 982 235	32 173 813		132 032 914
Dont :					
- Exploitation		18 567 598	19 811 448		
- Financier		49	236		
- Exceptionnel		32 412 451	11 364 492		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut au 31/12/2018	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275 330	275 330		
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	179 741 092	175 573 769	3 285 674	881 650
Personnel et comptes rattachés	55 442 746	55 442 746		
Dettes sécurité sociale et organismes sociaux	42 714 530	42 714 530		
Dettes fiscales	55 416 685	55 416 685		
Autres dettes	29 775 271	29 775 271		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 221 563	4 221 563		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	367 587 217	363 419 894	3 285 674	881 650
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Fournisseurs et comptes rattachés	152 187 958
Dettes fiscales et sociales	83 114 240
Autres dettes	29 746 290
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	510 506
TOTAL	265 558 994

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	15 019 143			15 019 143
Produits constatés d'avance				

4.3. RESULTAT

4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	144 526
- Productions de biens	8 263 743
- Prestations de services	1 624 418 205
	1 632 826 474
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	1 632 826 475
- Etranger	
	1 632 826 475



A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'd' or 'a' shape.

4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	11 677 908
- Sur opérations de gestion	3 493
- Rentrées sur créances amorties	1 012
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	308 911
- Produits de cession sur immobilisations financières	
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	3 795 268
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	
- Reprise provisions pour litiges divers	
- Reprise provisions autres risques et charges	7 569 224
- Reprise provisions dépréciation d'actif	
Charges exceptionnelles :	54 556 753
- Sur opérations de gestion	19 871 282
- Frais de personnel	2 264 093
- Amendes et Pénalités	12 807
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	-3 880
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	
- Dotations aux amortissements dérogatoires	7 642 460
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	32 000
- Dotations provisions autres risques	24 737 991
- Dotation provision dépréciation d'actif	

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-6 890 322	-10 042 465
Résultat exceptionnel - participation	-43 095 133	
Contribution sociale de 3.3 %		
Ecart IS N-1		-96 615
TOTAL :	-49 985 455	-10 139 080

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant.
Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

NEANT

5.2. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

	Terrains	Constructions	Installations, matériels, outillages	Autres (Matériel informatique)	Total
Coût d'entrée					
Amortissements :					
- Cumul exercices antérieurs					
- Dotations exercices					
VALEUR NETTE					
Redevances payées					
- Cumul exercices antérieurs					
- Montant de l'exercice					
TOTAL					
Redevances restant à payer					
- A un an au plus					
- A plus d'un an et moins de 5 ans					
- A plus de 5 ans					
TOTAL					



[Signature]

5.3. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations		
Provisions pour dépréciation des stocks		
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants		
Provisions Risques et Charges	79 628 651	26 542 884
Participation	216 287	72 096
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	1 706 681	568 894
Abattements sur stock		
Fidélité		
TOTAL :	81 551 619	27 183 873
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	18 729 773	6 243 258
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer		
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	18 729 773	6 243 258
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement	135 602 059	45 200 686
TOTAL :	135 602 059	45 200 686
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		

5.4. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidence des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	-39 846 374
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	-10 139 080
Résultat avant impôt	-49 985 454
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	3 847 192
- Amortissements fiscaux dérogatoires	3 847 192
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	-46 138 262

5.5. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	735
Agents de maîtrise	1 045
Employés, ouvriers	6 214
TOTAL :	7 994

5.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.6.1. Les engagements liés à la responsabilité d'associé

Engagements	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	TOTAL
Engagements liés à la responsabilité d'associé (1)			NEANT		
TOTAL :					



5.6.2. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions				
- Nantissements				
- Autres				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres				
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	173 941 397	56 171 341	111 352 016	6 418 041
Liés aux prestations de services				
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	170 400 258	126 438 663	42 953 574	1 008 020
TOTAL	344 341 655	182 610 004	154 305 590	7 426 061
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion				
Créances garanties				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations	30 544 027	23 785 502		6 758 526
Liés aux locations gérance				
TOTAL	30 544 027	23 785 502		6 758 526

5.7. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 1 973 132 097,50 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.8. INTEGRATION FISCALE

Notre société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2001 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par notre société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

5.9. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

NEANT